

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 024

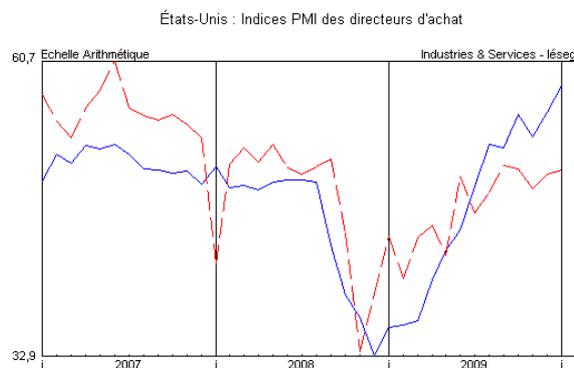
Achevé de rédiger le 22 février 2010

MONDE : Nouvelle donne économique internationale

La panique suscitée par la crise financière de l'automne 2008 avait entraîné une chute de -17% des échanges internationaux fin 2008-début 2009. Un an plus tard, le pire, à savoir une réédition de la crise de 1929, a été évité. Le FMI prévoit désormais une croissance mondiale de +3,9% en 2010 et de +4,3% en 2011, succédant à la baisse de -0,8% enregistrée en 2009. Ces moyennes occultent la complexité de la nouvelle donne économique mondiale. Le découplage entre l'Asie et le reste du monde s'accroît. Alors que l'**Amérique du Nord**, l'**Europe** et le **Japon** se retrouvent aujourd'hui avec une production industrielle inférieure de -12 à -18% à celle d'avant la crise, partout en Asie, les dernières statistiques attestent de la vigueur de l'activité. La croissance de la **production industrielle chinoise** entre la fin 2008 et la fin 2009 ressort à +19%, tandis que celle de l'**Inde** se redresse de +10% en quelques mois à l'issue d'un long passage à vide. À l'instar de la **Corée**, celle de **Taiwan** renoue avec son niveau du début 2008 après avoir subi un décrochage de -40%. Au-delà du rattrapage du mode de vie des pays développés, source principale de la croissance, les politiques monétaire et budgétaire expansionnistes y ont créé des bulles potentielles, en particulier dans l'immobilier. Ceci explique l'accumulation des mesures restrictives mises en œuvre ces dernières semaines par les autorités chinoises.

Aux **États-Unis**, le PIB, en volume, a augmenté au rythme de +5,7% l'an au quatrième trimestre, limitant la récession de 2009 à -2,4%. Le rebond est dû essentiellement aux stocks qui contribuent pour 3,4 points à la hausse du PIB et le processus s'est probablement poursuivi en janvier, étant donné que l'indice ISM dans le secteur manufacturier a encore progressé, retrouvant son niveau du printemps 2004. L'accélération de la croissance ne se retrouve ni dans la production industrielle, alors qu'elle est due aux stocks, ni dans l'indice ISM non manufacturier. Les commandes de biens d'équipement s'effritent et les dépenses de construction privées et publiques sont orientées à la

baisse. Du côté des ménages, les dépenses de consommation augmentent peu, mais le taux d'épargne s'est redressé à 4,8%. Malgré un léger recul du taux de chômage à 9,7%, son niveau le plus bas depuis cinq mois, l'emploi salarié a perdu 22.000 postes en janvier. En revanche, la durée hebdomadaire du travail, préalable au redressement des embauches, augmente. La baisse des coûts salariaux par unité produite a permis une amélioration du taux de marge des entreprises, ce qui devrait permettre la reprise de l'investissement.



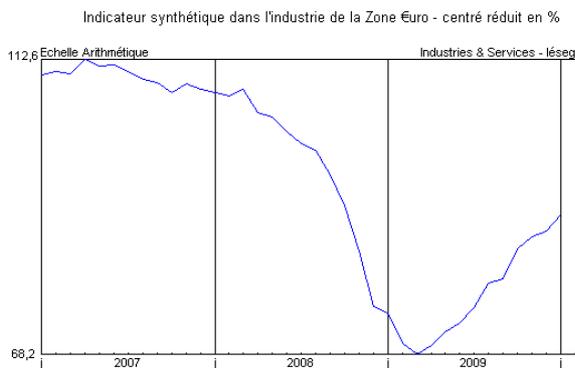
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Le **Japon**, dont le PIB a chuté de -5% en 2009, profite du dynamisme des pays émergents d'Asie. La croissance a augmenté de +4,6% l'an au quatrième trimestre 2009, tirée par l'accroissement de la demande extérieure. Le volume des ventes à son premier client, la Chine, a augmenté de +36,5% au cours de l'année dernière. Les exportations en décembre ont progressé de +6,1%, soutenant la production industrielle qui a augmenté de plus de +29% depuis son point bas inscrit en février 2009. Elle reste cependant encore en recul de -18% sur son pic du début 2008. La demande interne des ménages est limitée par les forces déflationnistes. En décembre, les prix ont baissé de -0,2% (-1,7% sur un an) et le salaire moyen est en recul de -8,5% sur un an.

EUROPE : Les déficits publics plombent la reprise

La zone **€uro** a connu en 2009 la pire récession de son histoire, avec un recul record de -4% de son PIB dont la contraction sensible s'explique par le choc à l'exportation ressenti en Allemagne et la dépression espagnole. Par ailleurs, la contraction du rythme de croissance du Royaume-Uni a été encore plus forte (-4,9% en 2009), bien que le PIB ait progressé au dernier trimestre après dix-huit mois de régression. La croissance de la zone **€uro**, ainsi que celle de l'UE27, a augmenté de +0,4% l'an au quatrième trimestre 2009. Parmi les grandes économies de la zone, la France a été la seule à enregistrer une performance positive. Le PIB a stagné en Allemagne et s'est contracté en Italie et en Espagne.

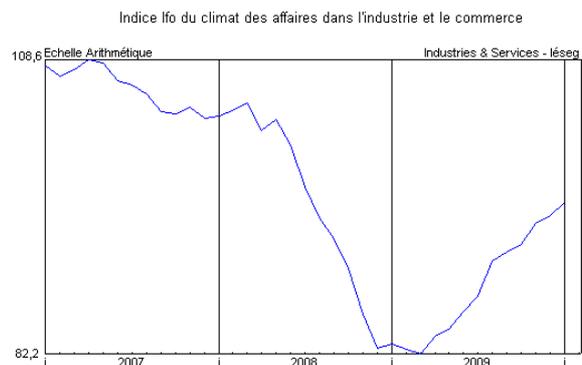
Les effets des **plans de relance**, qui ont permis le rebond de l'économie européenne, s'estompent. Néanmoins, l'enquête de janvier dans l'industrie confirme la poursuite de l'amélioration avec des stocks jugés anormalement bas. Les carnets de commandes se redressent ainsi que les taux d'utilisation des capacités de production, mais à partir d'un niveau peu élevé. Dans tous les pays, les marchés automobiles, moins soutenus par la prime à la casse ou désormais privés de celle-ci, confirment leur retournement à la baisse.



source : Insee et Eurostat

Déjà l'**inquiétude** grandit sur l'intensité de la reprise en ce début 2010. Le FMI se montre pessimiste en envisageant seulement un rebond de +1% en moyenne annuelle après un recul proche de -4% en 2009. Ces chiffres contrastent fâcheusement avec ceux envisagés pour les États-Unis : +2,7% après -2,5%. La poursuite de la récession en Espagne (-0,6%) qui vient de lancer un plan d'austérité pour réduire son déficit et la nécessité d'une mise en ordre dans les finances publiques de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande freinera la reprise de la zone. L'hétérogénéité des résultats en matière de croissance et de déficits publics entre les différents pays obscurcit la visibilité de la zone **€uro** pour les opérateurs. La seule conséquence favorable est l'affaiblissement de la devise européenne.

Selon des premiers résultats publiés en début d'année, le PIB de l'**Allemagne** a diminué de -5% en 2009 après une croissance de +1,3% en 2008. Le creux de l'activité a été particulièrement marqué en début d'exercice. Le recul du PIB traduit essentiellement l'effondrement de l'investissement des entreprises et la contraction des échanges internationaux. En 2009, les dépenses en biens d'équipement ont chuté de -20% après une hausse de +3,3% en 2008. Les exportations sont en recul de près de -15% en un an et les importations de -9%. En outre, le mouvement de déstockage opéré par les entreprises aurait pesé négativement à hauteur de -0,8 point sur l'évolution du PIB. Après avoir atteint un équilibre des finances publiques en 2008, l'Allemagne devrait afficher en 2009 un déficit de 3,2%, modeste en regard de la moyenne européenne, en liaison avec les aides fiscales accordées dans le cadre du plan de relance ainsi que les dispositifs de prime à la casse et de soutien au chômage partiel.

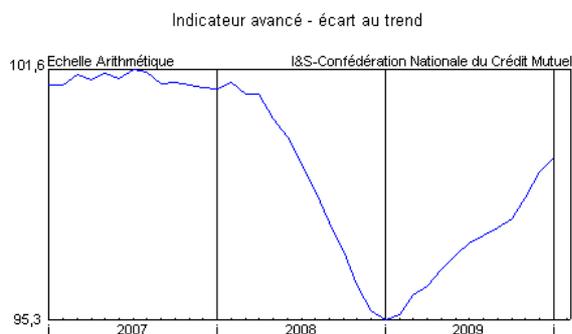


source : Institut für Wirtschaftsforschung

Le pays a perdu en 2009 son titre de premier exportateur mondial au profit de la Chine malgré un excédent commercial de 200 milliards l'an en décembre. Ce dynamisme n'a pas empêché une baisse de la production industrielle en décembre et un infléchissement depuis le début de l'automne ainsi que l'arrêt confirmé en décembre du redressement des commandes. La reprise, bien que molle, a permis un retour à une croissance faible du PIB dès la mi-année. Elle devrait toutefois rester modérée en 2010, une fois passé le rebond technique. Le climat des affaires s'améliore depuis un an, témoignant d'un regain de confiance des chefs d'entreprise. L'indice Ifo se redresse sensiblement pour les perspectives à six mois : il monte à 100,6 en janvier en regard d'un point bas à 76,6 en décembre 2008. L'appréciation de la situation courante est également mieux orientée depuis l'été dernier mais l'indice demeure encore bien inférieur à sa moyenne de long terme (91,2 contre 95,8).

FRANCE : Maîtriser la dette publique

En France, le **Produit Intérieur Brut** a augmenté de +2,4% l'an au quatrième trimestre 2009, après une progression de +0,7% l'an au trimestre précédent. En moyenne, la croissance française s'est contractée de -2,2% en 2009, soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre. Le PIB s'est redressé sous l'effet d'une consommation des ménages dynamique et de la modération du déstockage. La demande interne a soutenu les importations. En revanche, les exportations se modèrent, étant donné la faiblesse de la croissance européenne. L'effet de soutien de la consommation et des stocks semble davantage s'exercer en faveur des importations qu'il ne dynamise la production industrielle locale.

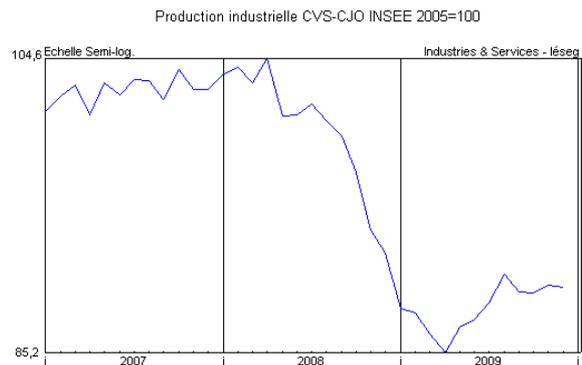


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

En décembre, l'**activité industrielle**, qui a amorcé une phase de récupération à partir du printemps, est en retrait de -15% par rapport à son point haut de février 2008. L'indice a toutefois regagné +4,7% depuis avril malgré une stabilisation en fin d'année, mais le redressement de l'activité peine à trouver des relais. La remontée de la part des exportations françaises dans les exportations de la zone euro qui s'observait au cours du premier trimestre 2009 est interrompue.

Le fléchissement récent des **opinions des industriels** sur le niveau de leurs carnets de commandes étrangères, confirmé par le recul de l'indice des commandes industrielles en provenance de l'étranger (-5,2% l'an en novembre), suggère que les exportations peineront à soutenir l'activité dans les prochains mois. La baisse de l'€uro contre le dollar reste encore timide au regard des déséquilibres transatlantiques des coûts salariaux qui sont à corriger. Cependant, les industriels prévoient une hausse de +1% de leurs investissements en 2010 dans l'industrie manufacturière, après une baisse de -27% en 2009, bien que le taux d'utilisation des capacités de production se soit stabilisé, à un niveau encore très bas proche de 73%, soit dix points en deçà du niveau moyen de longue période. Ceci suggère une sous-utilisation massive de l'outil de production.

Dans le **commerce de détail**, les anticipations de vente commencent à refluer. Les dépenses de consommation des ménages, qui expliquent l'écart de croissance avec la zone €uro, ont probablement passé un pic, à moins de projeter une baisse du taux d'épargne. L'amorce d'un redressement des revenus salariaux de +2,3% l'an en termes nominaux (+0,7% l'an en termes réels) en dépit du recul de l'emploi salarié marchand (-56.500 au cours du quatrième trimestre) ne devrait pas se prolonger au même rythme en 2010.



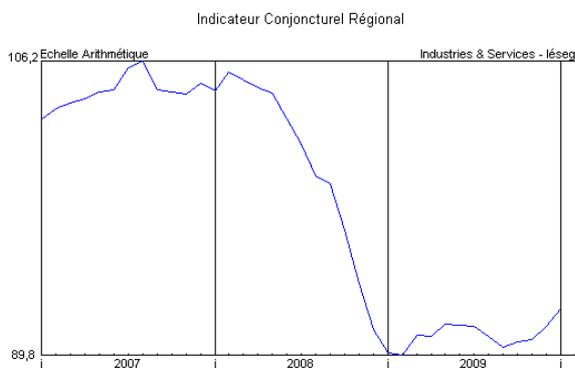
source : Insee

La chute des recettes liée à la contraction de l'activité et les mesures de relance ont porté le **déficit des administrations publiques** à 7,9% du PIB en 2009 en regard de 3,4% en 2008 et 2,7% en 2007. Le poids de la dette publique a été porté à 77,4% de celui-ci. L'enclenchement d'une reprise, même modeste, et l'inquiétude manifestée par les marchés internationaux devant l'endettement des États imposent de donner désormais la priorité à l'assainissement. La situation est en effet critique puisque la loi de finances rectificative prévoit le maintien d'un déficit de 8,2% en 2010 alors que la dette publique se gonflerait à 83,2% à la fin de cette année. De tels chiffres impliquent une forte réduction de la marge de manœuvre de l'État, compte tenu de l'alourdissement rapide de la dette, aggravé par l'inévitable montée des taux d'intérêt en regard des niveaux historiquement bas observés ces dernières années. Le gouvernement français, dans le cadre des procédures du pacte européen de stabilité et de croissance, a transmis à Bruxelles une actualisation de sa stratégie de finances publiques à moyen terme. Ce document présente une hypothèse de retour à un déficit du compte des administrations publiques à 3% du PIB en 2013 et l'amorce d'un recul du poids de la dette publique qui culminerait à 87,1% du PIB en 2012. Cet objectif très ambitieux de maîtrise des comptes publics repose sur une stabilisation des dépenses de l'État en volume et un rythme de croissance annuel du PIB en volume de +2,5% pour la période 2011-2013.

NORD-PAS DE CALAIS : Confiance mais prudence

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 22 février, l'amélioration de l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de janvier demeure toujours très progressive. L'activité industrielle enregistre une nouvelle avance, peu significative, le profil depuis un an étant peu éloigné de l'horizontale. Les éléments relatifs aux perspectives des industriels (pronostics personnels, carnets de commandes, stocks de produits finis) sont nettement plus encourageants. La consommation des ménages est demeurée mieux orientée tandis que le sous-indicateur des échanges a enregistré quelques progrès supplémentaires. Enfin, le sous-indicateur de l'emploi, dont les évolutions de court terme sont toujours très fragiles, a cessé de se dégrader.



Source : Industries & Services - léseg

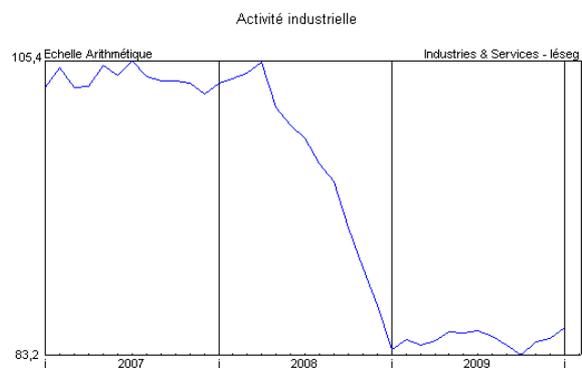
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production s'est nettement redressée grâce à une évolution positive de la demande. Les carnets sont jugés bien garnis dans l'industrie laitière, la transformation des viandes et le travail du poisson. Ils demeurent encore insuffisants dans les autres compartiments. Les prévisions sont généralement orientées à la hausse, sauf pour le lait où une pause devrait à présent intervenir.

Biens intermédiaires : L'activité s'est stabilisée, malgré de fortes disparités sectorielles. Les carnets de commandes se regarnissent progressivement. Ils restent toujours dégradés dans la chimie de base, le verre et les produits minéraux, la sidérurgie et la première transformation de l'acier, le travail des métaux et l'industrie textile. Ils sont redevenus plus conformes à la normale dans la parachimie, la transformation des matières plastiques, la fabrication de produits métalliques et les composants électriques et électroniques, mais le déséquilibre va de nouveau en s'accroissant pour les industries des papiers et des cartons, insuffisamment garnis. Les stocks sont globalement revenus à la normale, parfois jugés trop faibles en

sidérurgie ou dans la chimie. Un nouvel élan devrait être donné à la production de ces secteurs dans les prochains mois, l'optimisme étant particulièrement prononcé en plasturgie, tandis que le travail des métaux s'attend à une autre contraction de ses fabrications.

Biens d'équipement professionnel : L'activité s'est stabilisée dans ce compartiment. La construction de matériel ferroviaire fonctionne sur ses acquis antérieurs avec des carnets de commandes toujours pleins mais qui ne se renouvellent plus. Les cadences de fabrication des équipements électriques et électroniques progressent encore mais se replient légèrement dans la branche des équipements mécaniques. Les plans de charge se réduisent et laissent augurer un tassement des volumes fabriqués.



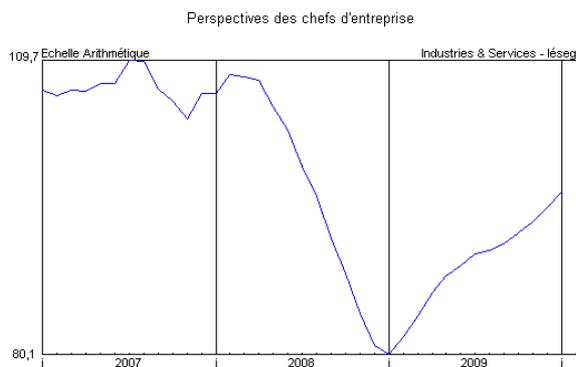
Source : Industries & Services - léseg

Industrie automobile : L'activité a comporté une amélioration significative pour les assembleurs où les stocks de produits finis demeurent trop faibles pour faire face à une demande en hausse. L'activité à très court terme devrait être encore renforcée. Chez les équipementiers, les plans de charges restent bien garnis et les stocks jugés normaux. Les prévisions pour les prochains mois sont favorables, malgré des pronostics nationaux parfois alarmistes.

Biens de consommation : Le redressement des fabrications s'est prolongé de manière modérée, sauf dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" qui doit toujours faire face à une demande abondante et soutenue. La situation est tout juste acceptable pour les fabricants des équipements du foyer, toujours très fluctuante dans l'imprimerie alors que les industries graphiques retrouvent un contexte plus favorable. Ces deux composantes impliquent qu'une stagnation de l'activité est attendue à court terme dans ce compartiment.

Construction : Selon les statistiques du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer relatives au secteur de la construction ([Sit@del2](#)), les données cumulées

portant sur les autorisations de bâtir de nouveaux logements sur l'ensemble de l'année 2009 montrent une variation de -6,6% dans le Nord-Pas de Calais par rapport à l'année 2008, à comparer à une variation nationale de -18,5% (France métropolitaine). Sur le seul mois de décembre, l'évolution régionale a été très positive, de +34,1% à un an d'intervalle. Pour leur part, les mises en chantier de l'année ont varié, respectivement de -26,2% et de -16,6%. En ce qui concerne la construction neuve non résidentielle, l'évolution annuelle régionale des superficies autorisées a été de -23,1% (dont -30,8% pour décembre), contre -11,9% en France métropolitaine, avec des variations concernant les mises en chantier de -28,5% et de -23,1% dans les deux territoires considérés.



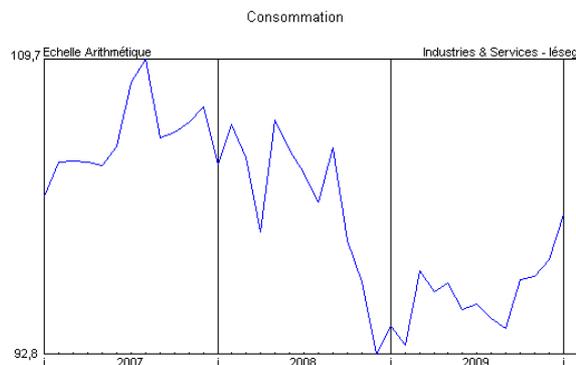
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'activité s'est à présent stabilisée après le vif redressement de décembre, en raison principalement d'un reflux du recours aux intérimaires, alors que le secteur du nettoyage est resté bien orienté. Ces deux secteurs demeurent toutefois modérément optimistes pour les semaines à venir. La demande adressée aux agences de publicité est demeurée soutenue. Il en a été de même pour l'ingénierie informatique. L'ingénierie technique éprouve des difficultés à maintenir son volume d'activité tandis que le conseil pour la gestion et les affaires fait part d'inquiétudes sur son évolution de court terme.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a poursuivi son amélioration en janvier. Les achats d'automobiles neuves n'ont pas enregistré une croissance aussi forte qu'en décembre mais se sont encore inscrits en augmentation par rapport à janvier 2009. Le commerce de détail n'a cependant pas été aussi optimiste qu'en décembre, en se déclarant déçu par la période des soldes. De nombreux rayons ont en effet enregistré un affaiblissement de leurs ventes à un mois d'intervalle : textiles et habillement, maroquinerie et chaussures, librairie et papeterie, bricolage... D'autres ont fait preuve d'une bonne résistance dans l'équipement du foyer : électronique grand public, électroménager

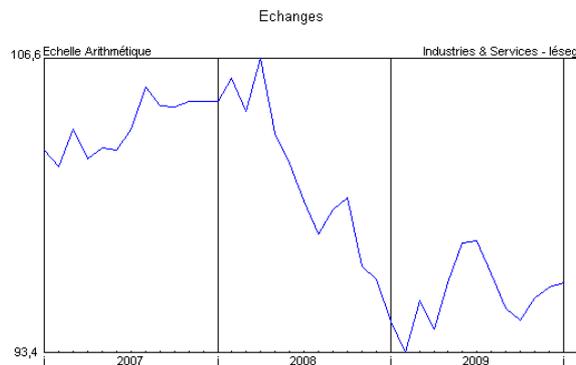
bricolage, meubles. La Vente à Distance – dont le marché est national – enregistre un nouveau choc à la baisse, avec une diminution du volume de son chiffre d'affaires à un an d'intervalle de -4,3% en janvier et se replie de -0,8% sur un mois. Néanmoins, dans le seul rayon textile-habillement, les variations ont été plus encourageantes, avec une augmentation de +1,3% sur un an et de +8,4% sur un mois.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** pour le mois de janvier 2010 s'inscrit en forte baisse de -18% à un an d'intervalle, en raison de l'effondrement des sorties de vracs liquides (-73%), tandis que les vracs solides n'accusaient qu'un modeste repli de -1% en raison des charbons à destination de la Tamise. Pour les "marchandises diverses", désormais la seule partie du trafic (environ 70% des tonnages sortis) qui participe à la construction de l'Indicateur Conjoncturel Régional, la progression est de l'ordre de +6%, dont +7% pour les rouliers et +30% pour les conteneurs, alors que les "tramps" composés principalement de produits sidérurgiques demeurent encore en retrait.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à janvier (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises, ont accusé une baisse après plusieurs mois de hausse. Les professionnels,

interrogés dans l'enquête de conjoncture du secrétariat régional de la Banque de France portant sur ce même mois, confirment ce recul en raison d'une baisse de la demande. Ils espèrent cependant une reprise modérée de leurs prestations. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs s'inscrivent toujours en hausse alors que celles relatives aux **véhicules industriels** demeurent toujours déprimées.

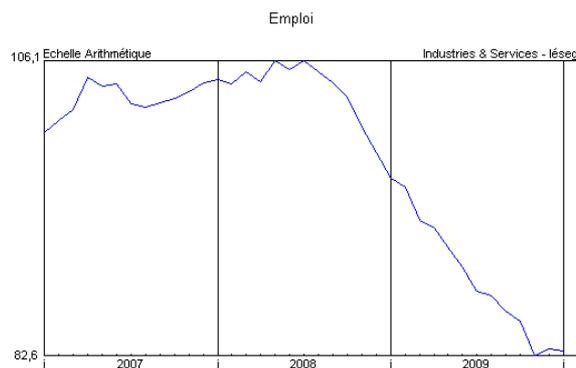
La croissance du **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin s'est poursuivie en janvier (+11%). Il faut remonter à janvier 2000 pour observer un volume d'activité comparable. Les vols réguliers ont augmenté de +5,1%, soit +6,2% pour l'Union Européenne (espace Schengen, y compris les vols intérieurs), mais -4,3% pour les vols internationaux. Toujours en période "creuse", les vols charters "vacances" ont plus que triplé, avec un bond de +213%.

EMPLOI

En décembre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a diminué de -1,5% par rapport à novembre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +14,3% à un an d'intervalle. En France métropolitaine, les variations correspondantes ont été, respectivement, de -0,7% et +18,5%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de -0,7%, contre +0,2% en France et de +14,5% contre +18,2% par rapport à décembre 2008. Sur un an, le chômage régional des hommes a progressé de +18,3% (+22,1% dans le pays) et celui des femmes de +10,3% (+13,6%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +12,9% (contre +19,7%) et elle a été de +23,7% (contre +27,8%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi

inscrits depuis un an et plus. La durée moyenne du chômage s'est ainsi encore allongée.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** se modèrent (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP). Elles ont augmenté de +3,2% sur un an, après +38% en octobre (contre +2,8% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +6,6%, tandis qu'il progressait de +6% dans la Métropole. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +19,6% contre +17,4% en France métropolitaine.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a fléchi à un an d'intervalle, avec -4,4%, contre 0% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +2,4% contre +4,7% pour les offres durables (plus de 6 mois), -5,1% contre -2,1% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -26,9% contre -6,7% pour les offres occasionnelles (moins d'un mois).

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CO**njoncture **EU**ropéenne et **R**égionale sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).
 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>